



Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 19/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CICE (ex SATE)**

255 RUE DE L'AEROPARC  
AEROPARC  
90150 Fontaine

Références : UID257090/SPR/ED/ST 2024 - 0409B  
Code AIOT : 0012400155

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement CICE (ex SATE) implanté 255 rue de l'Aéroparc 90150 Fontaine. L'inspection a été annoncée le 05/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2022, lors d'une précédente inspection, il a été constaté la présence d'un four à pyrolyse en fonctionnement dans l'entreprise sans que celui-ci ait fait l'objet d'une déclaration de modification. Cette modification engendre le classement des installations sous la rubrique n°2566-1-a "Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique" de la nomenclature ICPE. Le régime associé relève du régime de l'autorisation et nécessite une autorisation avec étude d'incidence prévue par l'article R181-14 du code de l'environnement (décision du 23 mai 2018).

Un premier dossier a été déposé le 23 décembre 2020 et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de rejet le 9 juillet 2021. L'exploitant s'est engagé à rechercher au 1er trimestre 2022 un nouveau prestataire pour la réalisation du dossier d'autorisation.

Cependant, à ce jour, aucun nouveau dossier n'a été déposé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CICE (ex SATE)
- 255 rue de l'Aéroparc 90150 Fontaine
- Code AIOT : 0012400155

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Fontaine (90) est spécialisée dans la fabrication de chauffe-eaux électriques, solaires et thermodynamiques. Sa capacité maximale est une production de 360 000 chauffe-eaux par an. Une nouvelle ligne opérationnelle est prévue d'ici septembre 2024 pour 80 chauffe-eaux/h. Environ 300 personnes travaillent sur le site avec un rythme de poste en 3 x 8.

Les installations classées sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er octobre 2014.

Outre les machines de travail des métaux et de traitement de surface, les chauffe-eaux font l'objet d'une isolation thermique par l'intermédiaire d'une mousse en polyuréthane entre la cuve et son extérieur. Ce moussage est réalisé par l'intermédiaire d'un carrousel. Les produits entrants par réaction chimique pour la fabrication de la mousse sont des isocyanates, des polyols et du cyclopentane.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.181-46	Mise en demeure, dépôt de dossier	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La conversion d'un four à émaillage qui était présent historiquement dans l'entreprise en four à pyrolyse depuis de nombreuses années, engendre le classement des installations sous la rubrique n°2566-1-a "Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique" de la nomenclature ICPE sous le régime de l'autorisation et nécessite le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Lors de l'inspection du 01/02/2022, l'inspecteur avait demandé le dépôt d'un nouveau dossier afin de régulariser la situation administrative.

Cependant, le jour de l'inspection, en 2024, en présence du bureau d'études, l'exploitant nous a informé que le dossier ne serait déposé que fin 2024 ou début 2025.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, régularisation du classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la présence et le fonctionnement d'un four à pyrolyse dans lequel sont déposés les serpentins pour y supprimer les résidus de graisse. Ce four provient de la conversion d'un four à émaillage qui était présent historiquement dans l'entreprise. Cette modification engendre le classement des installations sous la rubrique n°2566-1-a "Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique" de la nomenclature ICPE. Le régime associé relève du régime de l'autorisation et nécessite le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.  Ce constat avait déjà été fait lors de l'inspection du 01/02/2022 avec demande du dépôt d'un nouveau dossier afin de régulariser la situation administrative.  Cependant, le jour de l'inspection, en présence du bureau d'étude, l'exploitant nous a informé

que le dossier ne serait déposé que fin 2024 ou début 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois